



OBSERVATOIRE géopolitique de l'Indo-Pacifique

RETOUR SUR LE DÉPLACEMENT DU MINISTRE DES ARMÉES, SÉBASTIEN LECORNU, EN INDO-PACIFIQUE (DÉCEMBRE 2023) : VERS UNE INFLEXION DE LA STRATÉGIE FRANÇAISE POUR LA RÉGION ?

Marie Le Scolan / Assistante de recherche

Décembre 2023



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Marie Le Sclan / Assistante de recherche

Marie Le Sclan a intégré le Programme Asie-Pacifique de l'IRIS en juin 2023 en tant qu'assistante de recherche du professeur Éric Mottet. Elle collabore également à la revue de veille et d'actualités bimensuelle (REVA) portant sur des sujets d'intérêts stratégiques régionaux pour l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique de l'IRIS. Elle réalise actuellement sa deuxième année de Master en stratégie internationale et intelligence économique à Sciences Po Lille. Elle est spécialisée dans l'étude des enjeux stratégiques et sécuritaires en Asie du Sud-Est, notamment navals.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DE L'INDO-PACIFIQUE

L'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique de l'IRIS a pour ambition de constituer une plateforme visible et référencée afin d'accueillir toutes les contributions et les lectures provenant de différentes parties de l'Indo-Pacifique et de disciplines diverses. Elle offre un lieu de production d'analyses et de débats, mais aussi une bibliothèque thématique sur un espace dont la pertinence commence à peine à être discutée.

Cet observatoire est co-dirigé par **Marianne Péron-Doise**, chercheuse associée à l'IRIS, et **Éric Mottet**, chercheur associé à l'IRIS, et s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

Sous la direction de Marianne Péron-Doise, l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique réalise une revue mensuelle de veille et d'actualités sur des sujets d'intérêt stratégique pour la région (REVA). La veille de décembre, réalisée par Marie Le Scolan, s'intéresse particulièrement aux derniers déplacements ministériels français dans la région. Du 2 au 8 décembre 2023, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a en effet réalisé sa deuxième tournée en Indo-Pacifique depuis sa prise de fonction en se rendant aux Philippines, en Nouvelle-Calédonie, et en Malaisie. La ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Catherine Colonna s'est rendue pour sa part en Australie pour y signer une feuille de route redynamisant un partenariat franco-australien mis à mal par le pacte AUKUS.

Ces déplacements comprennent un double prisme géopolitique, s'intéressant tout autant à l'Asie du Sud-Est qu'au Pacifique océanien, deux aires régionales centrales pour les intérêts français : en retrouvant son pilier australien, la France retrouve-t-elle l'inspiration d'une stratégie d'influence indo-pacifique, où la maîtrise d'un narratif coopératif se substitue à la limite des moyens ? À suivre.

La stratégie de la France dans l'Indo-Pacifique, publiée en 2022 et actualisée en 2023, réserve une place significative à l'Asie du Sud-Est. Cette place s'explique, d'une part, par le partenariat de développement établi avec l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) en 2021, et, d'autre part, par les partenariats stratégiques bilatéraux signés avec l'Indonésie (2011), Singapour (2012) et le Vietnam (2013).¹ Le Pacifique est également présenté comme majeur, en raison du renforcement de l'engagement de la France aux côtés de ses partenaires océaniques ainsi que de la participation de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française, territoires français ultramarins, au Forum des îles du Pacifique (FIP), organisation centrale au sein de l'architecture régionale.²

À l'image de ce que révèle la récente nomination de l'énergique Véronique Roger-Lacan en tant qu'ambassadrice du Pacifique et sa localisation à Nouméa, la stratégie française en Indo-Pacifique connaît actuellement un recalibrage. Les déplacements parallèles et complémentaires des ministres de la Défense et des Affaires étrangères dans la région en décembre 2023 en constituent l'une des traductions. Si la France dispose d'atouts stratégiques majeurs en Indo-Pacifique, à l'image de son dispositif militaire permanent de forces prépositionnées, ses moyens militaires restent cependant limités³, préemptant de fait et

¹ *La stratégie de la France dans l'Indopacifique*, Élysée, Paris, édition actualisée, p. 42.

² *Ibid.*, p. 46.

³ Perrot, Sophie. « Can France's Military Live Up to Its Ambitions in the Indo-Pacific? » *The Diplomat*, 22 juin 2022, <https://thediplomat.com/2022/06/can-frances-military-live-up-to-its-ambitions-in-the-indo-pacific/>.

rendant nécessaire la définition de nouvelles orientations diplomatico-militaires pour la région. Ainsi, bien que la France dispose d'un socle « sécurité et défense » conséquent dans la projection de sa présence en Indo-Pacifique, celui-ci n'est pas exclusif. La France a compris l'intérêt de développer également un volet d'influence par l'approfondissement des partenariats et des coopérations sécuritaires, en Asie du Sud-Est comme dans le Pacifique Sud, brouillant les lignes de délimitation entre ce qui relève du *hard power* et ce qui relève du *soft power*. De plus, ces nouvelles orientations stratégiques se définissent régionalement, ce qui implique d'analyser la déclinaison de la stratégie de la France en Asie du Sud-Est, champ privilégié pour l'industrie d'armement nationale, séparément de celle appliquée dans le Pacifique Sud, tout en considérant la cohérence globale de l'approche française.

UN RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION DIPLOMATICO-MILITAIRE AVEC LES PHILIPPINES ET LA MALAISIE

L'approfondissement des partenariats bilatéraux de défense et de sécurité

Le 2 décembre 2023, Sébastien Lecornu s'est rendu aux Philippines pour rencontrer son homologue, M. Gilberto Teodoro. Ce premier contact de haut niveau et première visite d'un ministre des Armées français dans l'archipel s'est conclu par la signature d'une lettre d'intention portant sur la sécurisation juridique des différents partenariats opérationnels et des activités « visant à rehausser les différents volets de la relation bilatérale de défense ».⁴ Cet approfondissement concerne notamment la coopération opérationnelle et le soutien à la modernisation des forces armées philippines. Selon les termes du ministre français, l'objectif est de « créer de l'interopérabilité ou de l'intimité stratégique entre les deux armées. »⁵ Le groupe français Naval Group espère en effet assister les Philippines dans la constitution d'une flotte sous-marine d'ampleur.

Le 8 décembre 2023, Sébastien Lecornu a poursuivi sa tournée en Malaisie où il a rencontré le ministre de la Défense malaisien, M. Mohamad Asan. Les entretiens menés visaient à approfondir une relation de sécurité et de défense ancienne, mais manquant de rythme. Le communiqué conjoint souligne que les deux ministres ont « insisté sur leur engagement à renforcer la coopération », notamment dans les domaines opérationnels, la science, la technologie et l'industrie de défense. Une lettre d'accord a en outre été signée entre la partie

⁴ « Déplacement de M. Sébastien Lecornu, ministre des Armées aux Philippines (2 décembre 2023) ». *Ambassade de France aux Philippines et en Micronésie*, 2 décembre 2023.

⁵ *France and Philippines eye key defense pact that would facilitate joint military exercises*. Réalisé par AP Archive, 2023. YouTube, <https://www.youtube.com/watch?v=t7uULyPStUE>.

malaisienne et le groupe Thalès pour l'achat d'un radar GM400, radar de défense aérienne à longue portée, et les deux parties ont convenu de travailler sur un accord relatif au statut des forces (*Status of Force Agreement*, SOFA).⁶

La prise en compte du durcissement du contexte stratégique

L'approfondissement de ces deux partenariats se justifie par la prise en compte de l'évolution du contexte stratégique et du rapport de forces en Indo-Pacifique par les cercles diplomatico-militaires français. Une double dialectique est ici à analyser. En effet, la Malaisie et les Philippines sont aux prises avec la République populaire de Chine (RPC) concernant les contentieux sur les frontières maritimes en mer de Chine méridionale. Les Philippines étant particulièrement exposées en raison de leurs revendications sur l'archipel des Spratleys, donnant lieu à de multiples épisodes de confrontations entre ses unités navales et sa garde-côtière face aux garde-côtes chinois.⁷ De façon plus globale, il est à noter que l'extension de l'influence et l'accroissement de l'agressivité de Pékin en Indo-Pacifique a engendré un plus haut niveau d'engagement des États-Unis et de ses alliés japonais et australiens dont les marines se font plus visibles dans la région, notamment aux côtés de Manille. La presse japonaise, commentant l'intensification des relations de défense nipppo-philippines évoque, d'ailleurs une « quasi alliance »⁸. Si cette dynamique alimente une compétition sino-américaine que la France dénonce régulièrement, elle ne peut toutefois pas s'exonérer totalement de cette lutte d'influence, d'autant que l'Union européenne a plusieurs fois exprimé son soutien aux Philippines⁹.

La stratégie indo-pacifique de la France a d'ailleurs bien pris la mesure de ces évolutions et des réalignements qu'elles suscitent évoquant un « théâtre de profondes révolutions stratégiques » qui « modifient les équilibres régionaux et rendent l'équation stratégique plus complexe. »¹⁰

Ces mutations stratégiques sont l'occasion, pour les parties prenantes ici concernées, de réaffirmer leur attachement au droit international, à la sécurité, et à la stabilité, valeurs cardinales de l'approche française. Le communiqué franco-malaisien précise que « les deux

⁶ « Communiqué conjoint du ministre français des Armées et du ministre malaisien de la défense ». *Ambassade de la France en Malaisie*, 9 décembre 2023, <https://my.ambafrance.org/Communique-conjoint-du-Ministre-francais-des-Armees-et-du-Ministre-malaisien-de>.

⁷ Lire la dernière REVA à ce sujet : Le Scolan, Marie. « Bilan de la présidence indonésienne de l'ASEAN (2023) sur le Code de conduite en mer de Chine du Sud ». *Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique - IRIS*, 6 novembre 2023.

⁸ Selon les propos de Takahashi Kosuke « Japan, Philippines agree to intensify defense cooperation », *The Diplomat*, 3 novembre 2023. [Japan, Philippines Agree to Intensify Defense Cooperation – The Diplomat](https://www.diplomat.com/article/japan-philippines-agree-to-intensify-defense-cooperation)

⁹ Benar News Staff « EU says it backs Manila in the South China Sea disputes with Beijing », *Radio free Asia*, 31 juillet 2023. [EU says it backs Manila in South China Sea dispute with Beijing — Radio Free Asia \(rfa.org\)](https://www.rfa.org/fr/news/eu-backs-manila-south-china-sea-disputes-20230731)

¹⁰ *La stratégie de la France dans l'Indopacifique*, op. cit., p. 9.

ministres ont souligné l'importance de travailler ensemble pour préserver la mer de Chine méridionale en tant qu'espace de paix, de stabilité et de commerce, par des moyens continus et pacifiques, conformément aux lois internationales universellement reconnues », faisant référence à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 (UNCLOS).¹¹ En cohérence avec sa stratégie officielle, la France « œuvre en faveur d'un ordre international multilatéral et fondé sur le droit » en Indo-Pacifique.¹²

La réaffirmation de la centralité de l'ASEAN et de la défense du multilatéralisme

Incarnation d'une stratégie française qui souhaite inscrire son action dans le cadre des organisations multilatérales régionales existantes ou de formats ad hoc reposant sur le principe d'inclusivité, le communiqué conjoint réaffirme également le rôle central de l'ASEAN, dont les Philippines et la Malaisie sont des membres fondateurs.¹³ Cette notion de centralité de l'ASEAN (*ASEAN Centrality*) est d'ailleurs reprise dans un court document significativement dénommé « Outlook » (perspectives) et non pas stratégie, publié en 2019, où l'Association s'efforce de clarifier son rapport et par là celui de ses membres à l'Indo-Pacifique. Peu encline, comme on le sait, à choisir entre les États-Unis ou la Chine, elle y présente cette centralité comme un principe positif promouvant la coopération dans la région.¹⁴ En phase avec cette vision mettant en avant un Indo-Pacifique non aligné, non confrontationnel et respectueux du droit international et des normes régionales, la stratégie française a fait du partenariat avec l'ASEAN un objectif majeur, faisant sienne comme l'UE, mais aussi l'ensemble des États se réclamant de l'Indo-Pacifique (Japon, États-Unis, Australie, Inde, Canada...), cette notion de « centralité » de l'organisation et soulignant avec force que « *l'intensification des relations avec l'Association et ses pays membres est une des priorités* »¹⁵. Une déclaration qui en reconnaissant le rôle moteur de l'ASEAN dans la construction de l'architecture régionale et des dialogues et mécanismes s'y rapportant, ARF, EAS, ASEAN+ 3 ou autres se traduit par une nouvelle présence de la France au sein de la conférence des ministres de la Défense de l'ASEAN élargie (ADMM+) en tant qu'observateur.¹⁶ Le recalibrage de la stratégie française se fait donc en articulation avec les enceintes de discussion régionales, par le biais de l'ASEAN en Asie du

¹¹ « Communiqué conjoint du ministre français des Armées et du ministre malaisien de la défense », *op. cit.*

¹² *La stratégie de la France dans l'Indopacifique*, *op. cit.*, p. 10.

¹³ « Communiqué conjoint du ministre français des Armées et du ministre malaisien de la défense », *op. cit.*

¹⁴ *ASEAN Outlook on the Indo-Pacific*, ASEAN, 2019, p. 1. Lire également : Dr Usanee Aimsiranun et Dr Ploykaew Porananond, « Perceptions et réceptions de l'ASEAN autour de l'Indo-Pacifique », in *Revue internationale et stratégique*, *Les défis de l'Indo-Pacifique*, dir. Barthélémy Courmont, Eric Mottet et Marianne Péron-Doise, n°129, printemps 2023, p. 111 – 112.

¹⁵ *La stratégie de la France dans l'Indopacifique*, *op. cit.*, p. 42.

¹⁶ « Indopacifique : la France renforce sa présence aux avant-postes ». *Ministère des Armées*, 29 novembre 2022, <https://www.defense.gouv.fr/actualites/indopacifique-france-renforce-sa-presence-aux-postes>.

Sud-Est, mais également par le biais de celles à l'œuvre dans le Pacifique Sud dont le Forum des Îles du Pacifique et dans le cas présent du SDPMM (cf. Supra).

Les réussites diplomatiques et stratégiques de la tournée du ministre Lecornu en Asie du Sud-Est sont donc le résultat d'un engagement de la France qui s'inscrit dans un cadre classique d'approfondissement des partenariats bilatéraux de défense et de sécurité existants et qu'il importe de revigorer. La mise en place prochaine d'un attaché de défense aux Philippines reflète cette exigence tout comme les discussions en cours avec Manille et Kuala Lumpur sur l'élaboration d'un SOFA permettant le stationnement réciproque de militaires - dont des patrouilles ou des entraînements conjoints- sur le sol de l'autre partenaire. Il s'agit de montrer sa solidarité en répondant aux préoccupations stratégiques philippines et malaisiennes en termes de risques de sécurité et de déstabilisation liés à l'évolution du contexte stratégique, mais aussi de contrebalancer au mieux l'investissement de la Chine et des États-Unis dans la région.

LA STRUCTURATION DES INITIATIVES FRANÇAISES AU BÉNÉFICE DES ÉTATS INSULAIRES DU PACIFIQUE SUD : UN ENGAGEMENT AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE

Les apports de la réunion du SPDMM, principal dialogue régional de défense

Le ministre Lecornu s'est également rendu en Nouvelle-Calédonie à l'occasion des dix ans du SPDMM (*South Pacific Defense Ministers' Meeting*, réunion des ministres de défense du Pacifique Sud). Incarnation symbolique de ce nouvel activisme diplomatique français dans la région, Nouméa a accueilli cette réunion du 4 au 6 décembre, et ceci pour la première fois. À l'instar de la réaffirmation de la centralité de l'ASEAN, l'action française dans le Pacifique s'intègre au paysage multinational régional. Le SPDMM est une instance multilatérale, créée sur initiative australienne en 2013 afin d'approfondir la coopération de défense avec les forces armées des PICs (*Pacific Island Countries*).¹⁷ Il réunit les ministres de la Défense des pays du Pacifique Sud étendu (Australie, Fidji, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga, France) et le Chili. Sur les 14 PICs, seuls Fidji, Tonga et la Papouasie-Nouvelle-Guinée

¹⁷ Pajon, Céline. « Les dix ans de la réunion des ministres de la Défense du Pacifique Sud (SPDMM). Bilan et perspectives d'avenir ». *Les briefings de l'IFRI*, 23 novembre 2023, <https://www.ifri.org/fr/publications/briefings-de-lifri/dix-ans-de-reunion-ministres-de-defense-pacifique-sud-spdmm-bilan>.

participent au SPDMM car étant les seuls à disposer de forces armées régulières¹⁸, quand les autres PICs, comme le Vanuatu, disposent de forces paramilitaires ou de forces de police, une dimension stratégique propre à la région et indispensable à prendre en compte dans l'élaboration de l'action française.

La réunion de 2023 s'est conclue sur l'engagement commun à approfondir la coopération « afin de relever conjointement les défis les plus aigus », sécurité climatique, aide humanitaire et de secours en cas de catastrophe naturelle (HADR, Humanitarian Aid Disaster Relief), sécurité maritime. S'y ajoutent les menaces non-traditionnelles comme la pêche illégale non-déclarée et non-réglémentée (INN), la criminalité transnationale, et les menaces cyber.¹⁹ « L'impact de la compétition stratégique sur la stabilité du Pacifique Sud » a également été mentionné.

La spécificité de l'engagement français sur la résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles dans le Pacifique Sud

L'environnement diplomatico-militaire océanien est donc singulier, considérant le peu de PICs à disposer de forces armées. Contrairement aux États-membres de l'ASEAN, qui développent des politiques de modernisation et d'augmentation de leurs capacités militaires, la France ne peut donc pas projeter sa présence dans le Pacifique Sud via une coopération militaire conventionnelle *per se*. Ces contraintes régionales ont été de fait prises en compte dans l'élaboration de son positionnement. Ainsi, le SPDMM, en complémentarité avec le FIP, s'est emparé des questions de sécurité transversale, notamment du changement climatique et de ses conséquences sécuritaires. En 2018, le FIP a en effet adopté la déclaration de Boe, qui réaffirme en premier lieu « que le changement climatique demeure la plus grande menace pour les modes de vie, la sécurité et le bien-être des peuples du Pacifique », réitérant l'engagement de ces membres à « faire progresser la mise en œuvre de l'Accord de Paris. »²⁰

Soucieuse d'ajuster son action aux préoccupations spécifiques des PICs, la France s'est mise au service de la sécurité climatique et environnementale. En mai 2019, sur soutien du SPDMM, elle a réalisé une étude portant sur les impacts du changement climatique sur la défense et la sécurité dans le Pacifique Sud d'ici à 2030.²¹ Lors de la réunion de décembre, elle a proposé

¹⁸ Kobayashi, Izumi. « State of Affairs in the Pacific Island Region: Reading China's Agenda and the Sentiments of Pacific Islanders ». *Review of Island Studies - The Sasakawa Peace Foundation*, 18 septembre 2023, <https://www.spf.org/islandstudies/research/a00029.html>.

¹⁹ Communiqué conjoint de la réunion des ministres de la défense du Pacifique Sud, *op. cit.*

²⁰ « Boe Declaration on Regional Security ». *Pacific Islands Forum*, 2018, <https://www.forumsec.org/2018/09/05/boe-declaration-on-regional-security/>.

²¹ *Implications of Climate Change on Defence and Security in the South Pacific by 2030*, Observatoire Défense & Climat, mai 2019, IRIS.

une feuille de route afin de faciliter la mise en œuvre concrète et opérationnelle de l'étude et de ses recommandations. Les membres du SPDMM ont convenu d'instaurer un groupe de travail intersessions pour favoriser les progrès de l'ordre du jour. Le premier groupe de travail portera sur le changement climatique et sera présidé par la France, consécration de son engagement sur ce dossier auprès des PICs. La France récolte ainsi les dividendes d'un positionnement amorcé dès la moitié des années 2010 en tant que « pionnière sur le nexus climat-défense ».²² Deuxièmement, le sommet de Nouméa poursuit également les efforts en termes de coopération HADR, confirmant également le rôle moteur de la France dans la sécurisation des problématiques environnementales. À titre d'exemple, le guide d'interopérabilité HADR, créé dans le cadre de l'édition 2023 de l'exercice régional LONGREACH devrait servir de base « pour la planification et la participation aux exercices »²³ HADR. L'engagement français dans ce domaine est constant depuis 1992 avec l'accord FRANZ signé avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les forces armées de Nouvelle-Calédonie (FANC) et les forces armées de Polynésie française (FAPF) y jouant un rôle central.²⁴ Dans la lignée de l'appel lancé avec le Vanuatu à l'été 2023 sur le « pacte de Paris pour les peuples et la planète » la France apporte ainsi une « contribution originale et significative au SPDMM sur la problématique climat-défense », s'érigeant « comme un soutien majeur de Port-Vila et d'autres États insulaires du Pacifique dans leur quête de justice climatique. »²⁵ Un tel engagement lui permet, non seulement de faire montre de ses capacités militaires en raison de l'emploi croissant des forces armées dans le domaine de l'HADR (domaine relevant majoritairement de l'activité civile²⁶), mais également de développer une stratégie d'influence auprès des pays bénéficiaires, l'HADR « brouillant les frontières entre les activités du « soft » et du « hard » power ». »²⁷ En cela, l'investissement de la France dans le Pacifique Sud « se

²² Pajon, Céline. « Les dix ans de la réunion des ministres de la Défense du Pacifique Sud (SPDMM). Bilan et perspectives d'avenir », *op. cit.*

²³ « [SPDMM 2023] Quels engagements pour les États membres ? » *Ministère des Armées*, 7 décembre 2023, <https://www.defense.gouv.fr/actualites/spdmm-2023-quels-engagements-etats-membres>.

²⁴ « [SPDMM 2023] Croix du Sud, s'entraîner à la gestion de crise post-catastrophe ». *Ministère des Armées*, 1 décembre 2023, <https://www.defense.gouv.fr/actualites/spdmm-2023-croix-du-sud-sentraîner-gestion-crise-post-catastrophe>. | « [SPDMM 2023] HADR « Tonga assist » : « Embarquer un maximum de fret et le décharger au plus vite » ». *Ministère des armées*, 1 décembre 2023, <https://www.defense.gouv.fr/actualites/spdmm-2023-hadr-tonga-assist-embarquer-maximum-fret-decharger-au-plus-vite>.

²⁵ Pajon, Céline. « « La France doit assumer un rôle moteur dans la sécurité climatique en Océanie » ». *Le Monde*, 3 décembre 2023. https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/12/03/la-france-doit-assumer-un-role-moteur-dans-la-securite-climatique-en-oceanie_6203701_3232.html.

²⁶ Grare, Frédéric, et Mélissa Levaillant. « What Is the Future for Humanitarian Assistance and Disaster Relief Cooperation in the Indo-Pacific? » *Observatoire Du Multilatéralisme En Indo-Pacifique - FRS*, 11 décembre 2023, <https://www.frstrategie.org/en/programs/observatory-of-multilateralism-in-the-indo-pacific/what-future-humanitarian-assistance-and-disaster-relief-cooperation-indo-pacific-2023>.

²⁷ *Ibid.*

fait à l'échelle de sa géographie insulaire et d'un agenda reflétant les mêmes vulnérabilités que ses voisins îliens », la France optant pour « le positionnement d'un « acteur engagé ».²⁸

Le SPDMM a également permis d'évoquer la nouvelle Académie du Pacifique annoncée à l'été 2023, celle-ci ayant pour vocation de développer des formations en matière de sécurité et d'interopérabilité.²⁹ Au-delà des enjeux de résilience climatique, d'interopérabilité des forces armées en cas de réponse à une catastrophe naturelle, et de formation, les membres se sont également « engagés à lutter conjointement contre les menaces maritimes régionales ».³⁰

La relance du partenariat stratégique franco-australien

L'édition 2023 du SPDMM a été capitale pour la réorientation de l'approche indo-pacifique française, car la présence du ministre australien de la Défense Richard Marles a permis d'entériner la normalisation et la réhabilitation du partenariat stratégique entre Paris et Canberra, partenariat qui a ainsi retrouvé sa vocation initiale de clé de voûte. On se souvient que la stratégie indo-pacifique publiée en 2022 dans un contexte post AUKUS, avait adopté un ton très véhément pour stigmatiser la décision australienne prise « sans consultation ni information préalable, de rompre le partenariat de confiance engagé avec la France [...], décision qui avait conduit « à un réexamen du partenariat stratégique qui liait les deux pays », la France poursuivant « ses coopérations bilatérales avec l'Australie au cas par cas ».³¹ Le texte officiel a récemment été actualisé, affirmant désormais que l'Australie « est un partenaire majeur de la France dans l'Indo-Pacifique ».³²

Ainsi, à l'instar de la déclinaison de la stratégie française pour l'Asie du Sud-Est, la stratégie pour le Pacifique Sud telle qu'elle a été entérinée par la tournée de Sébastien Lecornu répond aux besoins spécifiques exprimés par les partenaires affinitaires de la région. Les préoccupations prioritaires des PICs touchant à la sécurité maritime, au changement climatique et aux risques environnementaux, la France s'implique donc significativement sur ce volet par un accompagnement de leur impact sécuritaire, tout en consacrant la prédominance du multilatéralisme dans sa stratégie par l'appui sur le SPDMM.

²⁸ Péron-Doise, Marianne. « Emmanuel Macron en Indo-Océanie : vers une diplomatie insulaire et climatique ? » *The Conversation*, 20 août 2023, <http://theconversation.com/emmanuel-macron-en-indo-oceanie-vers-une-diplomatie-insulaire-et-climatique-211243>.

²⁹ Garrigou, Laura. « [SPDMM 2023] Travailler ensemble contre les menaces hybrides dans le Pacifique Sud ». *Ministère des armées*, 6 décembre 2023, <https://www.defense.gouv.fr/actualites/spdmm-2023-travailler-ensemble-contre-menaces-hybrides-pacifique-sud>.

³⁰ *Communiqué conjoint de la réunion des ministres de la défense du Pacifique Sud*, op. cit.

³¹ *La stratégie de la France dans l'Indopacifique*, Élysée, Paris, édition 2022, p. 42.

³² *La stratégie de la France dans l'Indopacifique*, Élysée, Paris, édition actualisée, p. 39.

UNE TOURNÉE SYMBOLIQUE D'UN NOUVEAU POSITIONNEMENT DE LA FRANCE EN INDO-PACIFIQUE ?

Un activisme diplomatico-militaire global pour accroître la visibilité Indo-Pacifique française

En parallèle au déplacement du ministre des Armées, Mme Colonna, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, effectuait une visite en Australie les 4 et 5 décembre, établissant la nouvelle feuille de route³³ du partenariat stratégique franco-australien,³⁴ peu de temps après son déplacement en Chine.³⁵ On observera que les déplacements de haut niveau se sont multipliés dans la région. À l'été 2023, le président Emmanuel Macron avait réalisé une tournée qualifiée d'« historique » dans le Pacifique Sud, se rendant en Nouvelle-Calédonie, au Vanuatu, et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.³⁶ Il s'est également déplacé au Sri Lanka le 28 juillet 2023, puis en Inde du 9 au 10 septembre et au Bangladesh du 10 au 11 septembre.³⁷ Le 14 décembre, les ministres Colonna et Lecornu se sont également rendus à Djibouti afin de renégocier le Traité de coopération en matière de défense (TCMD).³⁸

De l'adaptabilité à une nouvelle régionalisation de la stratégie française

La stratégie indo-pacifique de la France telle que pensée initialement a été de multiples fois décriée car « ambiguë » et ne disposant pas des moyens de ses ambitions.³⁹ Dans un rapport publié par l'IFRI en octobre 2023, Jérémy Bachelier et Céline Pajon ont pu écrire qu'en dépit des priorités affichées « les ressources mobilisables par la France dans la région demeurent très limitées », les forces militaires permanentes prépositionnées à la Réunion (FAZSOI), en Nouvelle-Calédonie (FANC) et en Polynésie française (FAPF) étant « déjà saturées » et cette

³³ *Feuille de route France-Australie*, Australian Government et République française, 2023. Lire également : Dayant, Alexandre. « France-Australie : relancer la coopération sur le développement durable dans l'Indo-Pacifique ». *Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique - IRIS*, 15 décembre 2023.

³⁴ « Australie - Déplacement de Catherine Colonna en Australie (4-5.12.23) ». *France Diplomatie - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/strategies-regionales/indopacifique/evenements-et-conferences-internationales/article/australie-deplacement-de-catherine-colonna-en-australie-4-5-12-23>. Consulté le 20 décembre 2023.

³⁵ « Déplacement de Catherine Colonna en Chine ». *Ambassade de France au Japon*, 27 novembre 2023, <https://ip.ambafrance.org/Deplacement-de-Catherine-Colonna-en-Chine>.

³⁶ Pajon, Céline. « La visite d'Emmanuel Macron dans le Pacifique vise à redéfinir une légitimité ébranlée ». *Le Monde*, 24 juillet 2023. https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/07/24/la-visite-presidentielle-dans-le-pacifique-vise-a-redefinir-une-legitimite-ebranlee_6183131_3232.html

³⁷ Milhiet, Paco. « France to Emphasise Its Engagements with South Asia ». *IDSS Paper - RSIS*, n° 70, 22 septembre 2023, <https://www.rsis.edu.sg/rsis-publication/idss/ip23070-france-to-emphasise-its-engagements-with-south-asia/>.

³⁸ « Australie - Déplacement de Catherine Colonna en Australie (4-5.12.23) ». *France Diplomatie - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/strategies-regionales/indopacifique/evenements-et-conferences-internationales/article/australie-deplacement-de-catherine-colonna-en-australie-4-5-12-23>. Consulté le 20 décembre 2023.

³⁹ Cédric Perrin et al., « La stratégie française pour l'Indopacifique : des ambitions à la réalité », *Sénat, Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*, rapport d'information n°285, 25 janvier 2023

rhétorique étant « parfois source de confusion ».⁴⁰ Celle-ci entend donc évoluer en cohérence tout en s'adaptant aux sous-espaces régionaux qui composent le vaste Indo-Pacifique français pour gagner en crédibilité et en lisibilité.

La tournée de Sébastien Lecornu en Indo-Pacifique donne l'image d'une approche graduée, pragmatique qui cherche à s'adapter en se régionalisant et en « s'attachant aux spécificités des sous-ensembles »⁴¹, notamment leurs préoccupations stratégiques prioritaires. Si l'Asie du Sud-Est exprime une inquiétude quant à l'augmentation des tensions et à la rivalité sino-américaine, justifiant dès lors une politique axée sur l'approfondissement des partenariats bilatéraux de défense et de sécurité, y compris industriels, cette « rivalité géostratégique n'a que peu d'importance pour les États insulaires du Pacifique, qui sont davantage préoccupés par des thématiques telles que les impacts du changement climatique »⁴², exigeant un investissement plus marqué de la France sur le volet de la sécurité environnementale.

Dans ces deux cas, l'on retrouve le rôle prédominant joué par les organisations multilatérales régionales existantes et le souhait de la France de travailler avec celles-ci (ASEAN, SPDMM, et FIP entre autres) ainsi que le primat octroyé aux considérations de sécurité maritime et au droit international. Au final, le maître mot reste le respect de la souveraineté des États membres.⁴³ La pluralité des offres formulées par la France à ses divers partenaires, qui s'explique par le spectre géographique à couvrir, se retrouve dans la multiplicité des domaines considérés : entre sécurité et défense ; économie, connectivité, recherche et innovation ; multilatéralisme et règle de droit ; changement climatique, biodiversité, et gestion durable des océans.⁴⁴ Dans le Pacifique Sud, la question qui se pose désormais est celle de la pérennité du SPDMM et de sa viabilité dans un contexte de course aux partenariats et d'initiatives concurrentes dont *Partners in the Blue Pacific* (PBP)⁴⁵ proposé par les États-Unis, sans oublier l'omniprésente *Belt and Road Initiative* de la Chine.

⁴⁰ Bachelier, Jérémie, et Céline Pajon. « La France dans l'Indopacifique. Pour une posture stratégique pragmatique ». *Focus stratégique - IFRI*, n° 117, octobre 2023, <https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/focus-strategique/france-lindopacifique-une-posture-strategique>.

⁴¹ Barotte, Nicolas. « La France réfléchit à actualiser sa stratégie indo-pacifique ». *Le Figaro*, 3 décembre 2023, <https://www.lefigaro.fr/international/la-france-reflechit-a-actualiser-sa-strategie-indo-pacifique-20231203>.

⁴² Pajon, Céline. « France as a Convening Power in the Pacific: The Noumea SPDMM ». *Lowy Institute*, 1 décembre 2023, <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/france-convening-power-pacific-noumea-spdmm>.

⁴³ En juillet 2023, une note de la FRS proposait par ailleurs de repenser la stratégie française en Indo-Pacifique en mobilisant le narratif d'une France, « catalyseur de souveraineté », traduisant l'idée que « la France contribue à faciliter l'expression de la souveraineté de ses partenaires en présentant une offre spécifique française et européenne et en leur permettant de faire des choix non contraints. » Lire : Bondaz, Antoine. « Reconceptualiser la politique étrangère et de sécurité française en Indo-Pacifique ». *Fondation pour la recherche stratégique*, note n°16/23, juillet 2023.

⁴⁴ *La stratégie de la France dans l'Indopacifique*, Élysée, Paris, édition actualisée, p. 54-67.

⁴⁵ Département d'État, «Partners in the Blue Pacific », 22 septembre 2022. [Joint Statement on Partners in the Blue Pacific Foreign Ministers Meeting - United States Department of State](#)

À VOIR...

- *Catherine Colonna - National Press Club of Australia*. Réalisé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 4 décembre 2023. *YouTube*, <https://www.youtube.com/watch?v=ib0HLAf4SVQ>.
- *[SPDMM 2023] La conférence de presse de clôture*. Réalisé par le ministère des Armées, 6 décembre 2023. *YouTube*, <https://www.youtube.com/watch?v=rJNjzQPsJz4>.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.